

# Métropoles, crime, et “politique de la ville”

Parmi les dangers qui menacent les métropoles, l'insécurité a des effets particulièrement pervers. Elle nuit à leur attractivité, elle favorise la séparation entre les quartiers protégés et les autres. Faut-il s'y résigner ?

Par Xavier Raufer



Xavier Raufer est criminologue.

L'AUTEUR

**P**our cerner notre sujet, agissons en psychanalyste : traquons les non-dit, évaluons les résistances ; observons le sujet social/médiatique : ses réactions brutales, ses malaises. Ainsi, nous cernerons l'impensable par la bienséance dominante. Cet impensé, nous l'établirons enfin, c'est le lien intime, durable et toujours plus clair entre la criminalité, les métropoles et la désastreuse « politique de la ville ».

Premier témoin, Mme Sylvie Andrieux, ex-député socialiste de Marseille, désormais condamnée à quatre ans de prison (trois avec sursis), cent mille euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Selon la presse <sup>(1)</sup>, Mme Andrieux a commis des « détournements de fonds » ; 700 000 euros « distribués à des associations fictives, censées œuvrer à la réhabilitation des quartiers » mais en fait « aidant Mme Andrieux à se faire réélire ». Or derrière cet aimable énoncé des faits, la vérité est plus sinistre : provenant de la politique de la ville, l'argent est donné à des *nervis*, au sens originel du terme.

Second témoin, M. Alain Juppé. En novembre, il visite la notoire dalle d'Argenteuil et y rencontre les habitants du lieu. M. Juppé récite bien sûr le *credo* qu'attend la bienséance médiatique : il adore « la diversité » et maudit la « stigmatisation ». Cependant, il ajoute : « C'est fini. Je ne veux plus de zones de non-droit <sup>(2)</sup>. » À Argenteuil, M. Juppé parle bien sûr des territoires de la politique de la ville.

Vient ensuite Hélène Geoffroy, secrétaire d'État à la Ville. Elle aussi combat « la stigmatisation » et dénonce « les discours réducteurs sur les quartiers populaires ». Dans la *Novlangue* que la sous-ministre utilise, ces fameux « quartiers populaires » sont bien sûr les territoires mêmes de la politique de la ville – populaires au sens où l'Allemagne de l'Est était une « démocratie populaire », soit un lieu que tous ses habitants rêvent de fuir. C'est le cas de la Seine-Saint Denis

– Mecque de la politique de la ville – dont « 10 000 habitants fuient chaque année ». Pourquoi la fuite ? Du fait de la criminalité, bien sûr <sup>(3)</sup>.

Métropoles-« banlieues sensibles »-spirale criminelle et terroriste : en juillet 2016, le gouvernement reçoit un rapport sur Grigny (son quartier de la Grande Borne, lieu où Amedy Coulibaly de l'Hyper-Casher passa son enfance et où des policiers ont été brûlés vifs en octobre dernier). Le rapport est éloquent : il parle d'« échec des politiques publiques », de « quartier enclavé, victime de la pauvreté et des trafics », de « omniprésence de la délinquance locale »... « Les services publics ont déserté la ville face aux violences. » Enfin, il rappelle les « centaines de millions d'euros investis dans la politique de la ville » <sup>(4)</sup>. Et ce rapport conclut à un grave échec de cette politique. Or, côté dépenses, c'est mille fois pire : de 2004 à 2013, le premier Programme national de rénovation urbaine (PNRU 1) a englouti 47 milliards. Lancé en 2014, le PNRU 2 a déjà absorbé 5 milliards d'euros. Total : 52 milliards – et ce n'est qu'un seul poste du pharaonique budget dilapidé par la politique de la ville <sup>(5)</sup>.

Pharaonique mais inutile : en avril 2016, le Secours catholique alerte : dans les zones les plus pauvres de l'Île-de-France (Nord-Est parisien, Seine-Saint-Denis) – épice de la politique de la ville – « il y a plus de pauvres et leur niveau de pauvreté s'aggrave » <sup>(6)</sup>. Or bien sûr, quand elle fut inventée, sous Mitterrand, la politique de la ville visait à abolir les ghettos, à « rendre les quartiers sensibles à la République » et ainsi, prédisaient alors ses promoteurs, à anéantir les discours qualifiés aujourd'hui de populistes.

Où en sommes-nous ? M. Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, l'expose en mars 2016 avec sincérité. En France, « une centaine de quartiers présentent des similitudes potentielles avec Molenbeek » (ghetto bruxellois d'ori-





Grigny, Essonne. Que faut-il faire des « territoires perdus de la République » ?

gine des tueurs du Bataclan, fratrie Abdeslam en tête). Il y règne « *un système mafieux, avec une économie souterraine... système où les services publics ont quasiment disparu, où les élus ont baissé les bras* ». « *Dans les quartiers prioritaires de la ville* » on trouve bien sûr des bandits, mais aussi des « *associations salafistes* ». Bref, conclut lucidement le ministre, « *la République n'a pas été à la hauteur de sa responsabilité dans ces quartiers* »<sup>(7)</sup>.

Voilà le contexte dans lequel fleurit la criminalité des aires métropolitaines (villes et périphéries) de la France. Voilà ce qui suscite ce crime et l'empêche de régresser.

Dans la criminalité des rues, la plus inquiétante et douloureuse pour la population, ne prenons ici que les « vols à main armée », activité-reine du milieu criminel, pour le seul mois de décembre 2016. Dans les métropoles et leurs périphéries, ces braquages explosent, quand le ministère de l'Intérieur prétend sans rire qu'ils diminuent.

D'abord, pourquoi ? Depuis les premiers attentats visant la France début 2015, la sécurité au quotidien des Français est délaissée au profit de la lutte antiterroriste et, depuis lors, la France des métropoles et périphéries est délaissée.

En décembre 2016, ont ainsi été braqués : salles des ventes, restaurants, clubs de foot, sociétés de transport, épicerie, convoyeurs de fonds, *fast-food*, boucheries, bureaux de poste, magasins de sport, casinos, camions de livraison, fleuristes, tabacs, supermarchés, vétérinaires, pharmacies, boutiques de téléphonie, boulangeries, solderies, autobus, stations-service, hôtels et agences de voyage.

Braquages souvent violents, accompagnés parfois de prises d'otages. Sur les centaines de cas recensés, notons cette boulangerie d'Avignon, récemment « ciblée par des braqueurs pour la cinquième fois ».

Lisons la presse locale : *Ouest-France*, 28/12/2016 « Braquages à répétition dans la région angevine » - *L'Union*, 28/12/16 « Château-Thierry : deux braquages en huit jours dans un tabac » - *FR3 Rhône-Alpes* - 27/12/16 – « Braquages en série dans la Loire » - *Le Dauphiné* - 19/12/16 « Série de braquages et de coups de feu dans la région grenobloise » - *La Marne* - 14/12/16 « Trois commerces braqués en un week-end » - *Le Parisien* - 5/12/16 « Montreuil : deux commerces braqués en une heure » - *La Voix du Nord* - 3/12/16 « Le Carrefour-Contact de Loon-plage : 2<sup>e</sup> braquage en trois semaines ». *Le Parisien* - 2/12/16 « Clayes-Souilly : Cash Converters braqué pour la troisième fois cette année ». Et ainsi de suite.

Concluons : l'activité du milieu criminel étant clandestine, donc invisible, seuls des actes notoires (braquages, homicides) permettent d'en mesurer la virulence et, en France, elle est grande. Même si, désormais, les campagnes sont frappées, l'activisme criminel ravage d'abord les métropoles ; surtout, dans les territoires d'une politique de la ville conçue pour pacifier les quartiers à coups de milliards, la situation des ghettos n'a jamais été pire. Mettre la France en sécurité signifie donc refonder cette politique de la ville – en débutant par un scrupuleux audit, pour voir où sont passés les milliards engloutis. Car pourquoi Mme Andrieux aurait-elle été seule à puiser dans la caisse ? ▶

1. *Le Point* - 9/12/2016 « La députée Sylvie Andrieux démissionne après sa condamnation ».
2. *Le Parisien* - 26/09/2016 « Sur la dalle d'Argenteuil, Juppé promet (encore) la fin des zones de non-droit ».
3. *AFP* - 26/09/2016 « Quartiers populaires : le gouvernement veut lutter contre la stigmatisation » et *Le Point* - 31/08/2016 « Seine-Saint-Denis : portrait d'un département sensible ».
4. *Le Figaro+Afp* - 26/07/2016 « Grigny : l'État analyse l'apartheid social et territorial ».
5. *Le Point+Afp* - 3/05/2016 « Dans les quartiers populaires, les inégalités persistent ».
6. *BFMTV* - 11/04/2016 – « Île-de-France : pauvreté et fracture territoriale s'aggravent ».
7. *Europe 1* - 27/03/2016 « Patrick Kanne : une centaine de quartiers en France présentent des similitudes potentielles avec Molenbeek ».



Chacun enfermé chez soi à regarder la pluie. Les métropoles demain ?